



## BULLETIN D'INFORMATION DE L'UNION RÉGIONALE EST CGTR

Le 14 mai 2020

### Éditorial

Ainsi donc le gouvernement a décidé que la période de confinement prendrait fin le lundi 11 mai. L'économie, nous dit-on en haut lieu, serait bientôt à l'agonie, d'où la nécessité de reprendre au plus tôt le chemin du travail... en respectant bien sûr le port du masque, les gestes barrière et la distanciation sociale ! À l'agonie l'économie ? Les petites entreprises, les auto-entrepreneurs peut-être, mais pas la grande distribution, l'agroalimentaire, pour ne citer que ces deux secteurs, qui ont augmenté leurs ventes de 30 %.

Et puis, tous les travailleurs n'ont pas cessé le travail pendant cette période de confinement. En première ligne les travailleurs de la santé, victimes déjà depuis des années de l'insuffisance des moyens mis à leur disposition, des suppressions d'emplois et d'hôpitaux de proximité, qui ont dû faire face à l'afflux de malades avec les moyens du bord. Mais aussi les salariés de la grande distribution, de tous les travailleurs continuant leurs tâches en télétravail, les ouvriers et ouvrières de la production agroalimentaires, les livreurs de marchandises, les dockers, les enseignants continuant à assurer le travail éducatif, les ouvriers agricoles, etc.

Si les besoins de base de la population ont pu continuer à être satisfaits, c'est bien grâce à notre classe, la classe ouvrière et à personne d'autre !

Mais pour le patronat, l'heure n'est plus à la reconnaissance pour ceux qui ont trimé dur, l'heure est au redémarrage de leurs affaires et à la relance de leurs profits. La santé des travailleurs passe pour eux au second plan.

Eh bien pour nous, il n'est pas question de retourner au travail sans garanties pour notre santé.

Il faut plus de moyens pour se prémunir du Coronavirus ? Que les patrons, surtout les plus gros, prennent sur leurs profits accumulés pour nous en doter, et s'il manque du personnel pour sortir la production avec les effectifs actuellement disponibles, qu'ils embauchent ! Ce ne sont pas les bras et les têtes inemployées qui manquent dans l'île !

Pas plus hier qu'aujourd'hui, les travailleurs n'ont à payer la crise d'un système injuste et incapable de répondre aux besoins élémentaires de la société. Il faut que leurs voix et leurs exigences se fassent entendre, sans retenue !

### Échos des entreprises :

**LeO de Salazie :** la production d'oeufs n'a pas cessé en mars, avril et mai. La mobilisation de nos camarades non plus qui ont obtenu le paiement des heures supplémentaires, le paiement double du 1er mai et du travail les jours fériés assortis de primes complémentaires.

Dotation d'eau potable (enfin!) et de moyens barrière contre le Coronavirus (gel, masques, et respect de la distanciation). D'autres revendications suivront concernant l'égalité salariale et le paiement du travail de nuit.

**La Poste :** La réouverture des bureaux devient générale. Les employés conseillers financiers qui étaient en télétravail ont été rappelés par la direction à l'accueil physique, mais sans disposer des



masques indispensables à leur protection et à celle des clients et sans désinfection des bureaux entre chaque rendez-vous au mépris des consignes gouvernementales. La direction de la Poste se croi-t-elle au-dessus des lois ?

Malgré les risques, certains salariés, craignant de ne plus être intégralement payés, reprennent le travail.

**Sem Estival**, les travailleurs ont obtenu les protections nécessaires. Ils ont été payés intégralement à 100 % en avril. Mais la réouverture de toutes les lignes de transport s'est faite avec deux, voire trois fois moins de places dans les bus alors que la fréquence des passages, le nombre de bus disponibles sont restés les mêmes. Un bus est d'ailleurs indisponible, car en réparation...

La crainte des chauffeurs, c'est que des usagers restent « à terre » par manque de bus et que les esprits s'échauffent. Pas question que ce soit les travailleurs à rester seuls en première ligne pour gérer cette situation. La direction doit prendre les mesures appropriées et prévoir le matériel humain et technique en conséquence !



**Korbey d'Or** : les questions de notre camarade en CSE continuent d'énerver au plus haut point le directeur de cette entreprise d'aide à la personne : Quand sera versée, et à qui, l'aide de 170 € que le Département a décidé d'attribuer pour chaque salarié de ce secteur ? Combien de masques pour chaque salarié ? Etc. Pour ce monsieur, la CGTR cherche des problèmes où il n'y en a pas. Elle pense gagner du temps et nous dissuader de continuer à porter les revendications et les craintes des salarié(e)s, surtout dans cette période où le travail est rendu plus difficile, les interventions plus chronophages du fait même de l'obligation du port des protections alors que les temps attribués par la direction restent les mêmes...

Pour la prochaine séance du CSE, sur 15 questions de notre délégation, 5 ont été supprimées autoritairement par la direction qui se refuse toujours à communiquer le bilan 2019 de l'entreprise, les BDES et les comptes de l'ancien CE, s'estimant au-dessus des lois, continuant à afficher sa hargne et son mépris pour les travailleurs. Ce qui n'empêche pas de plus en plus de ces dernier(e)s de se tourner vers la CGTR pour défendre leurs intérêts et s'organiser !

**Auto-école (Saint André/Saint Benoît)** : Alors que la reprise du travail devait s'effectuer le 11 mai (télétravail impossible pour la conduite en tout cas!), les moniteurs apprenaient que le protocole de santé élaboré par le Ministère n'avait toujours pas été validé et qu'ils ne pouvaient donc recommencer à travailler. Deux jours après, nouveau changement, le ministère autorise la reprise du travail en attendant la validation !

En attendant, c'est le flou le plus total. En tout cas, pour les moniteurs, pas question de disposer un écran plastique entre eux et les élèves étant donné la nécessité de pouvoir intervenir en cas d'urgence sur les organes de conduite et de freinage. Ce qu'ils demandent, ce sont des masques et des écrans faciaux, pas plus d'un élève à la fois, du temps pour nettoyer leurs véhicules avant chaque nouvel élève : environ une heure et demie de travail supplémentaire par jour pour 10 élèves. Impossible d'effectuer tout ce travail en une journée normale de travail. La seule solution est donc d'embaucher !

## Débrayage à Bois Rouge

Mardi matin à l'appel des syndicats CDFT et CGTR, les ouvriers de l'usine de Bois Rouge ont débrayé pendant une heure pour réclamer leur temps de pause.

À Bois Rouge, les ouvriers font 8 heures d'affilée sans réelle pause au bout de 6 heures de travail.

En effet, la direction considère qu'avec l'automatisation des machines les ouvriers peuvent prendre leur pause quand ils veulent. Ce que ceux-ci contestent car ils doivent surveiller le fonctionnement des machines et intervenir en cas de problèmes.

Les ouvriers de l'usine ont déjà fait à leur direction plusieurs propositions comme par exemple la compensation en salaire du temps de pause, la récupération de ces heures en fin de journée ou mensuellement, etc.

Mais la direction n'a jamais répondu, d'où la piqure de rappel de ce mardi.

## Chambre d'Agriculture : il n'y a pas d'urgence !

Sous prétexte de la continuité du service rendu aux agriculteurs, la Chambre d'agriculture n'a jamais cessé de fonctionner depuis le début de l'épidémie du coronavirus. Elle a mis certains agents en télétravail, d'autres sont restés dans les différents antennes de l'île et d'autres encore ont été mis en congé et RTT par leur chef de service.

Pendant toute la durée du confinement, malgré les réclamations de nos camarades représentants du personnel et syndicaux, la direction n'a fourni ni masques ni gel aux salariés qui ont travaillé ailleurs que chez eux sauf à quelques agents qui se rendaient chez les agriculteurs.

Depuis le déconfinement, la direction a donné 50 masques fabriqués localement, à raison de deux par agent, pour ...163 salariés. Seuls les salariés qui reçoivent du public en ont eu.

Il est question d'en fournir 50 autres par semaine jusqu'à épuisement des 400 masques commandés.

À ce rythme, il faudra deux mois pour que tous les salariés aient un masque si tant est que la direction de la Chambre le juge nécessaire. On aura le temps de replonger dans un éventuel reconfinement !

Certains salariés las d'attendre des masques auprès de la direction, ont dû acheter eux-mêmes les leurs pour se protéger.

À la Chambre la santé des travailleurs n'est pas la priorité de la direction et des élus !

Chers camarades,

L'épidémie de Coronavirus nous a obligés depuis bientôt deux mois à suspendre les réunions d'information traditionnelles du mardi soir. Cependant la vie syndicale doit continuer. Les problèmes auxquels se heurtent aujourd'hui les travailleurs n'ont pas disparu. Au contraire, il y a de fortes chances pour qu'ils s'aggravent du fait de l'irresponsabilité des employeurs pour lesquels prime avant tout la recherche du profit et la reprise du travail sans sécurité, sans compter les problèmes de salaires et de licenciements.

Nous maintenons donc le contact avec tous les militants qui le souhaitent par video conférence tous les mardis à 17 h (voir avec Jean-Yves pour ceux qui cela intéresse). Par ailleurs, nos camarades continuent d'assurer l'accueil physique, mais sur rendez-vous. Prenez donc contact avant de venir au 0262 5014 49. Merci de votre compréhension.

Tous ansamb continuons le combat !